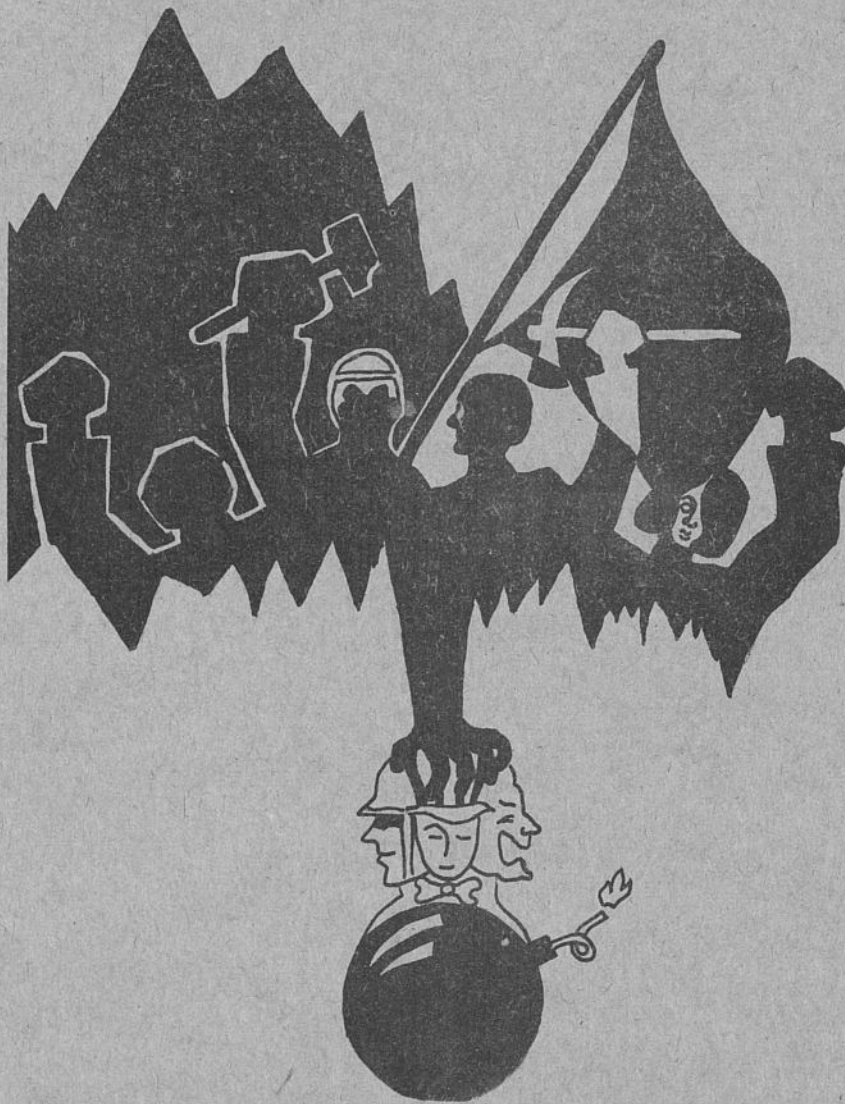


COMITE D'ACTION et de LUTTE

Union Generale des Etudiants
TUNISIENS



N° 0

PRIX * 1^f

PRESENTATION

Dans le cadre de la Politique de repression systématique des libertés démocratiques et syndicales depuis l'indépendance, le pouvoir - lors du Congrès de l'U.G.E.T. à KORBA, réalisant le danger d'une représentation réellement démocratique des étudiants, a parachuté une fois de plus, une direction qui lui est entièrement inféodée, coupée de la masse des étudiants et ne représentant en aucune manière leurs intérêts. Bien au contraire, elle ne peut défendre que les intérêts de ses maîtres : la Bourgeoisie au Pouvoir.

Nos camarades à Tunis n'ont jamais désarmé; ils ont au contraire continué leur lutte en niant toute forme de représentativité à cette direction fantôme, et dans une situation socio-économique caractérisée par la montée des luttes populaires, le mouvement étudiant, par la tenue du congrès extraordinaire (3 et 4 février) a pris fondamentalement la forme d'un soutien inconditionnel aux luttes des ouvriers et paysans tunisiens et s'est engagé de ce fait à contribuer à l'avance de ses luttes.

Les mots d'ordre de nos camarades à TUNIS, ainsi que le besoin éprouvé par tous les étudiants progressistes à Paris, de contribuer à ces luttes ont abouti à la transformation de leur syndicat en un syndicat démocratique autonome et combatif. C'est ainsi que le C.A.L. U.G.E.T. a été désigné lors de l'AG du 8 Février à la Maison de Tunisie. Ce Comité - qui tire sa légitimité de cette A.G - se propose de travailler étroitement avec les CAL de Base; ce sont ces derniers qui trouveront la forme adéquate à donner à la coordination de leur travail.

La nécessité c'est fait sentir de sortir une brochure regroupant tous les textes et déclarations qui nous sont parvenus pour populariser la lutte des masses en Tunisie et lever ainsi le mur du silence entretenu par la Bourgeoisie Internationale autour de ces luttes.

ADEREZ

AU

C.A.L.

DE BASE

Dans Les Fac.

SOUTENEZ
LE

COMITE D'ACTION
ET LUTTE

U. G. E. T

PARIS

Document I Notion des étudiants du 2/2/72

Nous étudiants de l'université de TUNIS réunis en meeting général au Campus Universitaire le 2/2/1972. à 15 Heures.

- Considérant l'absence de toute liberté démocratique dans notre pays.
- Considérant la juste lutte des étudiants contre les forces antidémocratique se manifestent de plus en plus dans notre pays.
- Considérant les tentatives de division des forces démocratiques par des campagnes de dénigrement menées par les organes d'information du gouvernement auprès du peuple.
- Considérant les agissements anti-statutaire, anti-démocratiques d'une minorité qui a usurpé par la force la direction de notre union .
- Considérant que ces pratiques ont privé la majorité des étudiants d'un syndicat légal, authentique et représentatif.
- Considérant les mouvements de grève et les assemblées générales organisées par les masses estudiantines pour protester contre cet état de fait.

Nous étudiants de l'université de TUNIS:

- Considérons que l'étudiant est en plein droit d'exprimer son opinion sur l'ensemble des problèmes se posant à son PAYS.
- Jugeant que les fausses informations diffusées par le gouvernement constituent une atteinte aux objectifs fondamentaux démocratiques de notre mouvement et une tentative de mystification de l'opinion public.
- Jugeant que " l'affaire BEN OTHMAN " est un exemple de la répression exercée contre les forces démocratiques en TUNISIE et que notre soutien à cette "affaire" n'est pas spécifiquement lié à la personne des camarades AHMED et SIMONE BEN OTHMAN, mais constitue une des manifestations de notre soutien aux luttes démocratiques dans notre PAYS.
- Certifions que notre lutte ne subit l'influence d'aucun mouvement intérieur et extérieur.
- Rappelons aux autorités que ce qu'elle qualifie de représentant aux étudiants à la tête de L'U.G.E.T. mais représente en vérité qu'une infime minorité qui a bafoué le règlement intérieur et le statut de notre union.
- Manifestons la volonté d'obtenir un congrès extraordinaire qui puisse se garantir la représentativité authentique des Etudiants.

UNISSONS NOUS POUR UNE U.G.E.T. AUTONOME ET DEMOCRATIQUE .
CONTINUONS NOTRE GREVE JUSQU'À LA REPONSE DES AUTORITES.
MOBILISONS NOUS POUR LA TENUE D'UN CONGRES EXTRAORDINAIRE.

TOUS UNIS POUR LA DEFENSE DES LIBERTES
DEMOCRATIQUES DANS NOTRE PAYS.

COMMUNIQUE

Mercredi, 2 Février 1972

Un meeting général s'est tenu au Campus Universitaire de TUNIS à la suite duquel une grève générale a été déclenchée.

Un ultimatum a été lancé au gouvernement demandant la tenue d'un congrès extraordinaire de l'U.G.E.T.. congrès revendiqué avec force depuis le début de l'année Universitaire. Des commissions ont été constituées pour la préparations de ce congrès, et des débats se poursuivent chaque jour au Campus avec la participation d'une majorité des Etudiants.

Au départ, le mouvement fut déclenché pour soutenir les camarades AHMED ET SIMONE BEN OTHMAN dont la condamnation n'est qu'un aspect de la violation des principes démocratiques, violation perpétuée et accentuée de jour en jour dans notre Pays.

Le déroulement illégal du congrès et la mise en place par la force, d'une direction Fontoche en est un second aspect.

La masse des Etudiants de TUNISIE réclame dans le cadre de ce mouvement, une représentation authentique et un syndicat autonome.

TOUS UNIS POUR LA DEFENSE DES LIBERTES DEMOCRATIQUES DES
ETUDIANTS DE TUNIS MOBILISES AU CAMPUS.

CAMARADES ELEVES

Notre mot d'ordre essentiel reste la constitution d'une UNION NATIONALE DES ELEVES TUNISIENS (U.N.E.T.), cadre unique qui pourrait résoudre nos justes revendications.

Mais vu les difficultés surtout matérielles pour la convocation et la réalisation de cette organisation (difficultés de contact, de coordination, difficultés temporelles....) il est nécessaire de trouver une solution temporaire et immédiate.

Cette solution consisterait à constituer un COMITE NATIONAL groupant les délégués de chaque lycée et collège de la République Tunisienne qui irait contacter le Ministère de l'Education Nationale.

Pour faire aboutir nos revendications
Pour préparer les structures de notre
UNION NATIONALE DES ELEVES TUNISIENS

VIVE LE MOUVEMENT JUSTE ET SOLIDAIRE DES ELEVES TUNISIENS

QUE VIVE L'U N E T

Nous vous informons de la création des CAL suivants :

NICE
STRASBOURG
BRUXELLES
LIEGE
LILLE

Des informations plus complètes dans le prochain numéro/

Envoyé à Africasia

Le mercredi 2 février un meeting général s'est tenu au campus universitaire de Tunis à la suite duquel une grève générale a été déclenchée. Un ultimatum a été lancé au gouvernement demandant la tenue d'un congrès extraordinaire de l'UGET, congrès revendiqué avec force depuis le début de l'année universitaire.

Des commissions ont été constituées pour la préparation de ce congrès et des débats se poursuivent chaque jour au campus avec la participation d'une majorité d'étudiants.

Au départ ce mouvement fut déclenché pour soutenir les camarades Ahmed et Simone Ben Othman dont la condamnation n'est qu'un aspect de la violation des principes démocratiques perpétuée et accentuée de jour en jour dans notre pays.

Le déroulement illégal du 18è congrès de l'Union et la mise en place par LA FORCE d'une direction fantôme en est un second aspect.

La masse des étudiants de Tunisie réclame dans le cadre de ce mouvement une représentativité authentique et un syndicat autonome.

[illegible]

"L'UGTT toujours consciente de son rôle et de sa mission, tient à rappeler qu'elle combattra tout mouvement subversif quel qu'il soit et d'où qu'il vienne.

"L'UGTT surpasse par les agissements regrettables qu'une poignée d'éléments perturbateurs irresponsables et inconscients déplore que les étudiants aient fait cause commune avec Simone Leilouche qui est, on le rappelle :

- condamnée par la juridiction tunisienne
- étrangère à l'Université
- résidente à l'étranger.

"L'UGTT tient à souligner que de tels agissements ne peuvent que servir les intérêts sordides, du sionisme destructeur incarné aussi bien par Simone Lellouche que par Kohn Bendit...

- de fils d'anciens collaborateurs du régime colonial
- de la Gamme d'anarchistes de tous bords...

"L'UGTT qui a toujours été aux côtés des étudiants pour l'amélioration de leurs conditions de vie, ne permettra en aucun cas à Simone ni à Kohn ni au sionisme de perturber la marche de notre pays vers le progrès" ajoute le communiqué.

Enfin l'UGTT incite tous les étudiants :

- à prendre conscience de leur devoir à l'égard de leur patrie
 - A redoubler d'efforts pour mieux réussir dans leurs études
- et fournir au pays les cadres dont il a tant besoin afin de remplacer valablement les nombreux coopérants étrangers.

Le Conseil des ministres tunisiens réuni hier au Palais du Gouvernement sous la présidence de M. Hedi Nouira, Premier ministre, a entendu une communication faite par le secrétaire d'Etat auprès

Paris le 9 février 1972

COMITE D'ACTION ET DE LUTTE
C.A.L.A--U.G.E.T.--Paris

Motion prejudicielle présentée en début de séance au cours de l'A.G.
de Paris le 8.2.1972 (& la Maison de Tunisie)

- Prenant acte de l'initiative de convocation de la présente A.G.
- Considérant l'attitude indigne adoptée par la direction fantôme de l'UGET qui ouvertement appelle à la répression.
 - Compte tenu des mots d'ordre et objectifs que nos camarades de Tunis se sont assignés et qui ont abouti à la dissolution, lors de l'ouverture du Congrès Extraordinaire, de la commission administrative mal élue.
- L'Assemblée souveraine décide :
- D'élire un bureau de la séance pour la présente Réunion.
 - Appelle le bureau en place à se plier à la décision votée par la majorité des participants et le met ~~en~~ solennellement en garde contre toutes les conséquences que son refus pourrait engendrer.
 - Réaffirme sa volonté d'assurer un déroulement normal au présent meeting de solidarité.

COMMUNIQUE DE PRESSE DU C.A.L.--UGET-PARIS

Le 8 février 1972, s'est tenu à la Maison de Tunisie un grand meeting de solidarité avec nos camarades en lutte à l'Université de Tunis.

Cette réunion, convoquée à ~~la~~ l'origine par les membres de la commission Administrative fantôme résidant à Paris, a immédiatement pris le caractère d'une réunion de dénonciation de ces éléments solidaires de ceux qui, à Tunis, ont appelé à la répression.

C'est ainsi qu'une motion de défiance a été adoptée à l'écrasante majorité des quelques 500 Etudiants présents.

Dans la même motion l'AG a décidé l'élection d'un bureau de séance.

Grâce au sang froid des étudiants et en dépit de la volonté d'obstruction des éléments démis et de la poignée de leurs partisans et alliés.

Le bureau de séance a été élu par acclamations.

Lecture a été donnée ensuite de certains textes adoptés par l'AG réunie à ~~Tun~~ Tunis au cours de la semaine dernière.

Les participants à l'assemblée ont par leurs ovations affirmé clairement leur soutien aux camarades en lutte et ont dénoncé en termes énergiques la répression qui s'amorce.

Le principe ~~de~~ de l'élection d'un C.A.L.-UGET Paris a été par la suite adopté sur la base des objectifs du mouvement en lutte à Tunis, ce comité a été élu par acclamations.

Dans des interventions longuement applaudies, les camarades de l'association des Irakiens en France et de la G.U.P.S. ont apporté leur soutien au mouvement en lutte à TUNIS et à l'AG de Paris.

Le camarade de la G.U.P.S. a notamment dénoncé le recours par le gouvernement Tunisien aux argumentations xénophobes et racistes pour tenter d'isoler le mouvement.

INFORMATION SUR LE MOUVEMENT ETUDIANT

I Introduction

Après une calme relative dans le mouvement étudiant durant un mois et demi on assiste à un regain d'activité à l'occasion du procès de Simone Ben Othman, et de l'exclusion d'un étudiant de la Fac des Sciences pour entrer de nouveau en lutte contre le gouvernement bourgeois et réaliser l'objectif visé dès le début de l'année universitaire: La tenue d'un congrès extraordinaire.

A la fac de droit l'ordre du jour était:

- Examen de la sanction frappant l'étudiant B. CHEHIDA.
- Le procès de Simone B. Othman et la détention prolongée de son mari.

Des étudiants ont pris la parole et ont évoqué les rapports qui existent entre l'administration et les professeurs d'une part et les étudiants d'autre part. Ces rapports ne sont pas des rapports d'égalité mais d'oppression. Ils ont dénoncé le fait que l'administration veut faire des étudiants des serviteurs fidèles et dociles du régime bourgeois. Il fut décidé que :

De tels rapports doivent disparaître

- Que les étudiants doivent prendre une part plus active dans le fonctionnement des conseils de faculté.
- Participer à l'élaboration du programme

On évoqua aussi le cas du camarade B. Othman et les raisons de son arrestation. Celle-ci fut décidée à la suite des articles qu'il envoya en France et dans lesquels il parlait de la lutte des paysans de Hawarya et du soutien qu'apportait le gouvernement à la famille des A. Majdoub, qui voulait reprendre des terres travaillées par ces paysans, et chasser une cinquantaine de familles.

- On revendique aussi:
 - la liberté d'expression
 - la liberté de la presse
 - la liberté de réunion

A l'issue de la réunion les étudiants votèrent une motion dans laquelle ils soutiennent les camarades B. Othman et exigent l'réintégration de B. Chehida. Rendez-vous fut pris devant le tribunal où aura lieu le procès de Simone B. Othman.

II Fac des Sciences

Un étudiant prend la parole et fait son autocritique, il dit que son activité antérieure était de caractère bureaucratique c'est à dire, que la plupart des décisions et des interventions étaient le fait d'un groupe: lui-même et certains autres responsables. La base étudiante ne participe pas comme il fallait à la lutte.

Quelques uns étaient hostiles aux grèves décidées après l'exclusion de B. Chehida. Il parla ensuite du précédent congrès et des résultats de la lutte entamée dès le début de l'année universitaire.

Il parla longuement de la lutte ouvrière dans le pays contre l'exploitation et l'iniquité du régime bourgeois. Il demanda avec insistance à ses camarades de soutenir les ouvriers dans leur lutte contre la bourgeoisie et le capitalisme.

Il évoqua finalement le cas des camarades B. Othman, disant que ce problème est indissociable du problème de la démocratie

dans le pays.

La grève fut décidée ensuite pour soutenir Simone B. Othman et protester contre la détention sans jugement de son mari.

III Fac des Lettres

Ordre du jour:

- Problèmes concernant la fac des lettres.
- Soutien de Ahmed et Simone B. Othman
- Problème de l'organisation du mouvement étudiant
- Soutien aux étudiants égyptiens

Une étudiante prend la parole et dit : Après une accalmie du mouvement

, des événements très graves, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'université, eurent lieu. Ceux-ci touchaient de très près les droits fondamentaux du citoyen et se trouvent être l'objectif essentiel de notre lutte: la véritable représentativité à l'U.G.E.T., et la démocratie.

Si l'administration a exclu le camarade B. Chéhid, c'est parce que l'U.G.E.T. est entre les mains d'une poignée imposée aux étudiants.

Les étudiants ne sont pas représentés dans les conseils de faculté.

La solution durable ne peut être que l'existence d'une commission de la défense des droits des étudiants.

Un autre étudiant déclare

: Notre soutien aux camarades

B. Othman n'est l'expression de notre revendication du respect des droits de l'homme. Il rappela ensuite les raisons de l'arrestation de A. B. Othman, exigeant sa libération et celle de sa femme. Nous demandons que le peuple tunisien obtienne les libertés d'expression et de réunion.

Quelques étudiants ont évoqué les problèmes concernant les sections de Français, d'Histoire et Philosophie.

L'un d'entre eux a dit que l'affaire B. Chéhid est aussi l'affaire de la section d'Histoire en grève contre les cours de géographie.

Notre participation à la lutte pour la démocratie, qui se généralise et dont l'affaire B. Othman n'est qu'un aspect, s'impose. Aussi devons nous, pour concrétiser cette participation, créer un cadre organisationnel à notre action. Je propose l'élection d'un comité dans chaque section. Les comités ainsi élus, élira à son tour un Comité d'Université, qui aura pour tâche la préparation d'un Congrès extraordinaire que nous n'avons cessé de réclamer.

Un autre étudiant parla avec ferveur: Camarades la lutte que nous avons menée a connu des avances et des reculs, mais c'est la logique de toute lutte. Nous devons saisir cette occasion et résister. Que faire? Aujourd'hui nous devons montrer au pouvoir que le degré de notre conscience n'est pas comme il l'imaginait. Nous devons lui montrer que nous sommes en mesure de défendre nos droits.

Ensuite une longue discussion eut lieu pour savoir si oui ou non nous devons organiser une marche sur le palais de justice.

A la fin de la réunion fut adoptée une motion décidant de poursuivre la grève jusqu'à Jeudi, pour préparer le Congrès et ont décidé une marche vers le palais de justice.

Le mardi U I février 1972

A 8h. débute le procès de Simone Ben Othman, et on remarque qu'on n'a pu empêcher un grand nombre d'étudiant d'y assister. Le président commença par la lecture des accusations

- Complot contre la sûreté de l'Etat.
- Détournement de fonds

ce qui entraîna la protestation des présents et à la suite de quoi le président appela les flics pour évacuer les étudiants. Mais ceux ci résistèrent. Au moment des délibérations, les B.O.P. envahirent la salle et firent sortir les étudiants un à un et les conduisirent à Bab Souika.

D'un autre côté les étudiants de l'E.N.P.A. (au nombre de 600) organisèrent une marche jusqu'au tribunal, et là ils furent dispersés.

A Bab Souika, les lances des "youyou", et l'une d'elles criaient "que dieu garde nos enfants". Les B.O.P. matraquèrent et emmenèrent

plusieurs étudiants, dont le camarade L.G. Celui-ci fut interrogé d'un commissariat et entre autre, on lui demanda s'il connaissait Be Jenet, Chamari etc.

L'Après-midi, à la Fac des Lettres, il y eut une discussion la manifestation des étudiants et leur dispersion par les flics. Quelques étudiants mirent en garde leurs camarades contre les dangers des actions spontanées et non organisées et ils décidèrent qu'il

il fallait tenir un congrès extraordinaire et qu'il fallait le préparer. Ils se fixèrent un rendez-vous pour une A.G. à la Fac de Droit où tous les étudiants devaient être présents.

Mercredi 2

Réunion dans la Fac de Lettres. elle fut brève. Les étudiants y appelèrent à la préparation imminente du congrès, l'installation d'un piquet de grève et d'un service d'ordre. Plusieurs volontaires se déclarèrent prêts à assumer des permanences. Il est à noter qu'il existe un piquet de grève et un service d'ordre dans chaque Fac.

L'A.G. du Mercredi 2/6 à la Fac de Droit

La préparation de L'A.G. a eut lieu simultanément dans toutes les Facs le Mardi après-midi et le Mercredi matin où on procéda à la désignation des Comités de grève et des commissaires des services d'ordre.

Avant le début de la réunion, des banderoles furent accrochées avec les mots d'ordre suivants :

- Non à la répression de l'Administration

- Libertés d'Expression

- Le seul combattant suprême c'est le peuple
- Syndicat autonome

- Pour une U.G.E.T. Démocratique

- Libertés de presse, et des Citations de Lénine, de Mao, de Castro et de Faton.

Une collecte fut faite auprès des étudiants pour acheter de la peinture et un porte-voix.

Plus de 5000 étudiants étaient présents à cette réunion venus

des différentes Facultés, excepté de la Fac de Médecine .
Un Etudiant de la Fac des Sciences a présidé la réunion et a dit : notre rassemblement aujourd'hui vient après les grèves que nous nous avons fait à la rentrée et au cours desquelles nous avons réclamés un Syndicat Démocratique et désignés des Délégations pour le Ministère et le Ministère a refusé de les recevoir.
Nous savons tous que la Démocratie ne peut être donnée mais qu'elle s'arrache et c'est pour cette raison que nous avons décidé la tenue d'un congrès extraordinaire.

Prend ensuite la parole un Etudiant de la Fac de Droit : il a évoqué le cas de Ben Othman détenu depuis 9 mois sans jugement parce qu'il envoyait au journal le " Travailleur Tunisien " des informations sur la grève des ouvriers et parce qu'il a parlé d'El Haouaria dans ce journal. Il a dit ensuite que la bourgeoisie exploite les ouvriers et les paysans et qu'elle fait des Etudiants des esclaves du livre par les nombreux programmes importés et par une langue qui n'est pas celle du peuple. Ainsi l'Etudiant absorbé par les programmes reste très longtemps dans les Bibliothèques et se désintéresse de la vie politique dans le Pays.

Il a encore dit : La lutte des Etudiants pour la Démocratie ne peut aboutir que si elle rejoint celle des ouvriers et les masses laborieuses du Pays.

Prit ensuite la parole un Etudiant de la Fac de Lettres pour rappeler les luttes estudiantines depuis la rentrée et revint sur le XVIII congrès de l'union et les pratiques antidémocratiques lors de l'élection du Bureau Exécutif et termine en disant que seule la lutte nous permettra d'avoir notre Syndicat.

Un deuxième Etudiant de la Fac de Lettres a notamment dit : notre mouvement a connu calme et que plein de décisions étaient prises et non appliquées parce que des structures organisationnelles faisaient défaut. Aussi est-il indispensable de constituer une organisation pour diriger le mouvement et il propose :

- Election d'un comité dans chaque section
- A partir desquels sera élu un comité de Fac
- Un comité d'Université regroupera tous les comités de Fac

Tous ces comités procéderont aux élections dans les Facs et dirigeront les travaux du congrès extraordinaire. Plusieurs Etudiants pri-

rent ensuite la parole pour parler de nouveau du cas Ben Othman en liaison avec les luttes démocratiques ainsi que les luttes ouvrières dans les mines du Sud et celle des ouvriers de Mégrine.

L'A.G. fut clôturée par une motion stigmatisant les pratiques antidémocratiques au XVIII e congrès, soutenant les camarades Ahmed et Simone Ben Othman ainsi que les ouvriers de Mégrine en grève.

Ils ont envoyé un Ultimatum au gouvernement l'informant de leur décision de tenir un congrès extraordinaire et de faire une grève jusqu'à la clôture du congrès.

A la fin de l'A.G. il a été décidé de commencer le congrès le lendemain Jeudi 3 Février.

Le premier jour du congrès :

L'Administration a peint dans la nuit les murs de la salle de réunion. Le matin, la salle fut de nouveau décorée par les slogans de la veille. Mais apparurent pour la première fois des nervis : Etudiants flics et flics étudiants connus depuis 68 et ont essayé de saboter les travaux du congrès.

Un membre de la cellule destourienne a accusé de démagogie l'assistance lui ademandé sa carte d'Etudiant qu'il n'avait pas.

Arrive ensuite un Etudiant-flic connu qu'avait sa carte et dit : ce genre de mouvements a engendré au peuple Français (Mai 68) beaucoup de maux. Nous devons travailler ensemble pour la construction de notre pays" La base exigea qu'on lui retire la parole.

Arrive ensuite le tour de Meftah, membre du B.E. fantoche de l'U. G.E.T. Et pose des questions dans le but de semer la confusion : est-ce que l'assistance respecte la charte de l'Union? Qui dit que la tenue d'un congrès extraordinaire exige l'accord de 51% des adhérents de l'union ou la démission du 1/3 de la commission administrative. Il pose ensuite la question si l'assistance reconnaît l'union là il a eu confusion parce que certains répondirent non visant les membres du Bureau Exécutif fantoche et d'autres oui visant "l'union elle-même, là un Etudiant prit la parole pour dire : Meftah a parlé de la charte, le XVIIIe congrès n'a pas fini ses travaux et on ne peut parler dans ces conditions de charte de l'Union, ensuite les grèves faites par les Etudiants depuis la rentrée sont la preuve que les Etudiants ne reconnaissent pas le Bureau Exécutif, ainsi que les commissions créées par les Etudiants dès la rentrée. Les nervis ont provoqué quelques brouhahas dans l'espoir d'empêcher le déroulement des travaux du congrès mais en vain. Plusieurs Etudiants ont pris la parole et ont mis à nu la nature du pouvoir qui est au service d'une minorité. Ensuite commencèrent les travaux des commissions.

5 commissions furent constituées

- Commission Politique Générale
- " Affaires Intérieures
- " Affaires Syndicales et Universitaire-
- " Information et Affaires Culturelles

Commissions politique générale : c'est la commission qui regroupera le plus d'Etudiants(il y avait en permanence entre 500 et 700 Etudiants) les discussions étaient longues.

Agriculture : la situation des paysans pauvres fut abordée, chaque Etudiant a parlé de la situation dans sa région et ont parlé de leurs positions en matière de politique agricole. De temps en temps un poète monte à la tribune pour lire un poème comme ce fut le cas d'un Etudiant qui lut un poème " je suis un paysan" *

Commerce et Industrie : on parla de financement extérieur. Comme dans le tourisme, et on montra qu'il ne joue aucun rôle dans l'industrialisation du pays, et que la politique en matière d'industrie ne sert que les intérêts des capitalistes tant Tunisiens qu'Etrangers. Les luttes des ouvriers dans les mines et les usines furent longuement évoquées.

On passa tout de suite après à la discussion sur l'enseignement qui fut reportée au lendemain. On a interrompu les travaux du congrès à plusieurs reprises pour lire la motion de soutien de la section de Tunisie de l'Union des Etudiants et Stagières Mauritaniens.

* Les étudiants, revendiquent la révolution socialiste dans la campagne.

Pour le Soutien

de vos CAMARADES
en Lutte en TUNISIE

BRISEZ Le MUR DU
Silence de la presse
Bourgeoise

Diffusez :

La BROCHURE
DU C.A.L

- Pour Une U.G.E.T.

REPRESENTATIVE -

RAPPEL :

Au mois d'Aout dernier lors du 18^e Congrès de l'UGET qui bien avant la tenue de ses assises apparaissait comme un congrès où les forces démocratiques et de gauche étaient majoritaires. Le pouvoir a encore une fois manifesté sa volonté d'écraser dans l'oeuf tout effort de représentation réelle et démocratique, et est intervenu (par intimidation, violences multiples, présence des forces de répression : Police politique, police parallèle et garde nationale) pour bloquer les travaux du Congrès en interdisant la discussion de la politique générale en séance plénière.

Les délégués se refusant à cette supercherie de procéder aux élections de la nouvelle direction malgré la majorité écrasante des démocrates, des tenants du pouvoir (minoritaire) procédaient à ces élections portant sur l'exclusive sur 110 voix, alors que nombre de délégués atteignait 180.

Depuis, il y a eu des cahiers de doléance et des motions signés par tous les délégués démocrates présents au ministère qui n'en a jamais tenu compte vu que la direction sortie du congees arrangeait parfaitement le pouvoir, puisque c'est lui qui l'a parachutée à la tête de l'UGET.

- Réaction des délégués : ils ont porté les problèmes à la connaissance de leur base.

- Celle-ci c'est lancée dans une série de grèves dans le mot d'ordre principal est : CONTRE LA DIRECTION FANTOCHE, POUR UNE REPRESENTATIVITE REELLE.

- Parallèlement cette même base, très ferme et très résolue a refusé absolument de jouer le jeu conjugué des fascistes et des révisionnistes qui voulaient l'embrigader dans des corps.

Ainsi aucune éléction de corps n'a eu lieu jusqu'à ce jour. Par contre des délégations émanant directement d'A.G. de fac. ont été élues et chargées d'entrer en contact avec les autorités concernées pour la résolution des points litigieux. Ces délégations ont rencontré auprès de ces autorités une ferme non reconnaissance à la suite de quoi, lors d'A.G. le thème de congrès extraordinaire a été débattu et des motions ont réuni les signatures de plus de 60% des étudiants inscrits à l'université de Tunis (à signaler que dans des A.G. ces motions étaient approuvées à l'unanimité).

Parallèlement à tout cela, des grèves et des A.G. de setion, où les problèmes universitaires (rôle social de l'université, nature et contenu de l'enseignement et des programmes, participation au conseil des facultés, méthodes d'enseignement) ont été débattus, étaient l'indice d'un malaise profond qui devait se manifester lors du mouvement actuel.

Le procès :

Bien avant le procès les Etudiants de l'université de la fac. des sciences avaient décrété une grève illimitée jusqu'à la réintégration d'un étudiant de SN 1 renvoyé de l'université pour une année, après être passé en conseil de discipline (institué par décret ministériel le 11 sept. 70) dont la fonction et de reprendre les étudiants réfractaires (ou considérés comme tel) à la discipline imposée par l'administration. C'est ainsi que l'étudiant Ferid BEN CHEHIDA a été renvoyé par le conseil pour avoir manqué de respect à une assistante qui était dans son tort et que pourtant n'a à rendre compte de son comportement à personne.

Il se dégage de tout ceci que le conseil de discipline a pour

fonction de consolider et de perpétuer l'autorité du prof. et la servilité de l'étudiant à son égard.

C'est dans cet atmosphère tendue (grève partielle et tournante en lettre et en droit, grève à l'ENPA, grève illimitée en sciences qu'intervint le procès de Simone BEN OTHMAN (qu'au départ devait être suivi par celui du camarade Ahmed BEN OTHMAN).

EVENEMENTS :

Le lundi 31.1.72, les étudiants des différentes fac. se sont réunis en A.G. pour dénoncer cette atteinte aux libertés essentielles (à rappeler que ce procès est un procès pour délit d'opinion) et chercher les modalités d'action qui pourraient exprimer leurs mécontentements face au pouvoir de plus en plus policier et au système judiciaire qui lui est entièrement soumis. Les Etudiants se sont séparés avec pour projet un rassemblement devant le palais de justice le jour de procès.

Le Mardi 1/2/72 : quelques provocateurs agissant pour le compte des révisionnistes jetèrent la confusion dans les rangs des Etudiants de manière que seulement quelques centaines purent se rassembler devant et à l'intérieur du Palais de justice.

Les Etudiants montrèrent lors de ce rassemblement la plus haute maturité et une responsabilité exemplaire. Ils se refusèrent obstinément à répondre à toutes les provocations des flics qui tentèrent de les disperser, et firent une marche tout au long de Bab-Benat, Bab Suika, Avenue de Londres, Avenue de Paris, Avenue Mongi Slim. Pour déboucher sur l'Avenue Habib Bourguiba, et arrivèrent jusque devant le Ministère de l'Intérieur où ils se dispersèrent d'eux même.

A la suite de quoi, il y a eu la convocation de tous les étudiants des différentes fac. à une assemblée générale pour le lendemain Mercredi 2/2/72 à 15h au Campus Universitaire.

Devant une assemblée de 3 à 4 milles étudiants, il y a eu plusieurs interventions qui analysèrent la situation politique, économique et sociale du pays et le rapport du mouvement étudiant avec cette situation. Un appel à la grève illimitée fut lancée et cette grève devait permettre aux Etudiants de discuter entre eux de tous les problèmes étudiants et nationaux, en vue de préparer un congrès extraordinaire, même si le gouvernement maintient sa ligne fasciste allant contre l'autonomie des syndicats.

Cette proposition rencontre l'approbation unanime des Etudiants même les flics et les révisos n'osèrent s'opposer à la volonté de la base)

Le Jeudi (matin et après-midi) et le vendredi aussi, les Etudiants très nombreux, se sont réunis en commission (Politique générale, Affaires intérieures, Affaires culturelles, Presse et Information, Affaires syndicales) Ces commissions préparaient en fait le congrès lui même.

A l'intérieur de ces commissions, nombreuses étaient les interventions des Etudiants qui, quoi qu'en dise le pouvoir, n'appartenaient ni à des organisations révolutionnaires, ni à des groupements "Subversifs" ni à des éléments manipulés par quelques forces extérieures (Il ne nous est pas possible de donner une estimation du nombre de personnes qui sont intervenues dans les débats. Mais il est certain qu'on a jamais vu une participation aussi massive de la part des Etudiants.

Au moment où nous écrivons ces lignes, le mouvement continue. Il ne nous est pas possible d'en dire plus. Mais nous essayerons ci-dessus de présenter une analyse de la situation.

ANALYSE DU MOUVEMENT ACTUEL

- 1) Les forces en présence :

a) Assurés de l'appui d'une large base essentiellement démocratique les militants démocrates et révolutionnaires se distinguent depuis le début du mouvement par leur intelligence de la situation et de son évolution ; trouvant toujours avec l'appui important des masses estudiantines une réponse toujours juste à toutes les provocations perpétrées par les flics et les fascistes. Ces derniers bien que n'ayant que rarement l'occasion d'intervenir dans les débats sont toujours présents sur le Campus, et leur fonction principale semble être le repérage des militants et par là une intimidation des grévistes (c'est ainsi qu'un flic muni d'un appareil photo a failli être délapidé par l'assistance) La base estudiantine munie par plusieurs années de lutte contre la répression aveugle du régime et les tractations sordides des fantoches a fait montre d'une cohésion et d'un sens des responsabilités qui la place très en avance dans la lutte démocratique par rapport aux années passées.

b) Les révisionnistes :

Complètement isolés de la base et dépassés par la tournure qu'on a prise les événements, fidèles à la ligne révisionniste qui dicte l'attentisme et le légalisme, les révisionnistes peu nombreux sur le Campus virent échouer avec fracas toute politique de démobilisation et de collaboration avec les fantoches de l'U.G.E.T.

Leurs tentatives de briser la grève contre la volonté de la masse des Etudiants, les a mené à organiser une réunion à la Fac des Sciences où ils furent les seuls présents.

CONTRE LA REPRESSION
EN TUNISIE

LA LISTE INCOMPLETE DES CAMARADES ARRETES

BEN SLIMANE Moncef	Etudiant
BEN TARJEM Mustapha	=
CHEBBI Moncef	=
CHEBBI MORCHED	=
DAY A bdallah Chebbi	=
DALY	
GHARBI	
HABABOU Seifallah	
HAMAMI Neila	
HAMZA Raouf	
HORCHANI Ali	
KHEDIRI Salah	
LASSOUAD Moncef	
LASSOUED (LE FRère)	
MARSIT Habib	
M'CHAREK Rachid	Professeur
OUNIS Chedli	Etudiant
SALLAMI Abdelmalek	=
ZGHAL Hatem	
CHEBBI Rached	
MAHFOUD Nouredine	
BEN KHEDER Nouredine	Chercheur
NECCACHE Gilbert	Ingenieur
LAKHAL	Etudiant
LALLA	
MARSIT Sallami	=
KALLEL	
MESSAOUDI	
ACHOUR Raaba	
CHEBBI Kaled	
CHERIF	
ABDELJAOUAD Jelal	relaché le 26 février
MEJDOUB Abdelwahab	Juriste
ZITOUNI Mustapha	Etudiant
MERCHAQUI Mustapha	=
MOULDI Mohamed	
CHEBBA Mohamed	
BEN MANSOUR Fredj	
MEMI Beji	
GAFSI Henda	
BOUJEDRA Leila	
ABID Nouri	
BEN OTHMAN Dalila	Chimiste
DENGESLI	
TROUDI Hechmi	Professeur
FLISS	Etudiant
ZGHIDI Leila	RELachée
BEN MUSTAPHA	
BEN TEMIME JELILA	
ZOUABI Habib	Professeur
BEN MANSOUR	Etudiant
TRIKI	+

UN CAMARADE ALGERIEN A ETE REFOULE : CHAGROUCH

Sfax le 12.2.1972

Très chers frère et oncle

Je m'excuse pour cette petite interruption qui est due au travail et au manque de temps libre.

Je suis en très bonne santé ainsi que toute la famille.

Maintenant tous les étudiants sont en grève, presque toutes les facultés et tous les lycées de la Tunisie sont fermés. Ce matin on vient de fermer les quatre plus grands lycées de Sfax. Le lycée technique avant tout. C'est leur chef qui a fermé à 9H15'. Puis les lycées de Garçons et Route El Aïn et puis les élèves sont allés à la Nasria pour les activer. A 11H 30 ces quatre lycées ont été fermés. Comment s'est-il passé ?

Dès que les élèves ont entendu la fermeture de quatre facultés à Tunis jusqu'au 30 septembre 72. Le 1er jour ils ont commencé par rester 5 minutes devant la porte du lycée. Le lendemain ils ont crié 5 minutes dans la cour, ils ont affiché quelques feuilles sur la porte du lycée. La police, les agents secrets prennent les précautions. Chaque matin on ne voit que les agents secrets devant la porte d'entrée même à 6H et à midi.

On est arrivé au 11.2.72, c'est à dire hier. Les élèves ont pris la chose au sérieux et se sont vraiment révoltés. Dès hier la bataille contre la police a commencé. Je crois que "H" connaît cela très bien. On a cassé les vitres du lycée, du bureau de Mr le Proviseur, on l'a attaqué par des pierres même Azria et R'chid, Hanif et Koubea. On a rempli la salle des profs de pierres; on a pris le micro du lycée, on a crié Vive la Révolution des Etudiants. Jusqu'à ce que le commissaire Tabka est rentré dans le lycée et de la grande fenêtre du bureau de Mr le Proviseur il a voulu parler aux élèves par haut parleur portatif (utilisé par la police). On l'a attaqué également par les pierres et à la fin la force policière s'est introduite pour calmer les élèves et les faire sortir du lycée afin que chacun regagne sa maison et en sortant la police les disperse.

Mais aujourd'hui à 8H15' la bataille devient plus forte : on utilise les barres de fer qu'on a trouvées dans la ferraille du lycée technique. On a cassé les vitres, on a attaqué même la police et les commissaires qui donnaient les ordres. La police s'est reculée pour laisser le champ aux P.M. et aux militaires qui ont été préparés pour la réception de Mr Nouira ce matin à 9H. Cette armée avait comme arme des bombes qui font couler les larmes. Ils l'ont utilisée dans la cour pour que les élèves se cachent dans les salles de classe.

En fin de compte beaucoup de prisonniers, beaucoup de morts et beaucoup de numéros (?). Lorsque le gaz est fini, la gendarmerie commence à faire sortir les élèves des salles pour les renvoyer chez eux, et le lycée est fermé. Mais au lieu que les élèves aillent chez eux, ils rejoignent les autres lycées et puis... Actuellement pas de promenades dans la ville, pas de contacts dans les avenues ou les cafés avec les amis. Il faut toujours cacher le cartable et le cahier devant les policiers. Tous les costumés (civils) sont des agents secrets. On attend l'ouverture du lycée jusqu'à un nouvel ordre. C'est ce que je peux vous raconter sur l'activité des jeunes en Tunisie.

Témoignage sur

les derniers événements au lycée de KHAZNADAR

L'idée d'organiser une grève a commencé au lycée de Khaznadar avec l'appui des étudiants. Des tracts avaient été distribués par la 4^è année et dont l'objet était d'inciter leurs camarades à poursuivre la grève.

Le contenu de ce tract était axé sur les points suivants :

- Liberté de réunion au lycée
- Constitution d'un syndicat libre sans aucune relation avec l'administration; et l'organisation d'élections démocratiques
- Constitution d'un groupe d'Etudes et d'Action lycéen dont le but serait de faire entendre la voix des élèves et de les informer sur la situation aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du lycée.

Le samedi, les élèves de Terminale n'étaient pas tous d'accord sur le principe de la grève, mais la majorité pour protester contre la décision du gouvernement de faire l'examen du bac un concours.

Le lundi la grève est déclenchée à 10H30. La police intervient et interpelle l'un des lycéens. A 11H la grève a touché les 4^{èmes} et 5^{èmes} années.

Il y a eu un rassemblement au cours duquel 2 décisions ont été prises :

- Exiger la libération des camarades interpellés
- Présenter une motion à la direction dans laquelle ils réclamaient
 - * Liberté de réunion dans les lycées
 - * Constitution d'un syndicat autonome
 - * La participation des élèves aux Conseils de Classe et aux Conseils de discipline.

Le directeur est intervenu pour demander aux élèves d'interrompre la grève en leur promettant de leur donner la salle des fêtes pour leurs réunions.

Les élèves conscients des intentions du directeur (désamorcer le mouvement) ont décidé de continuer leur lutte.

Le mardi certains élèves se sont laissés intimider par les menaces du directeur, mais tout de suite ils ont été convaincus par leurs camarades de la nécessité d'être unis pour mener à bien la lutte. Devant la détermination des élèves, le directeur fait intervenir la police. Les jeunes se sont barricadés à l'intérieur du lycée en criant les slogans :

notre sang

- * Nous vengerons notre peuple avec
- * Nous voulons la liberté du peuple
- * L'Union fait notre force.

Devant cette opposition, la police a fait appel aux B.O.P., et profitant du relâchement de la vigilance des élèves (une séance de critique organisée à l'intention d'un défaitiste), ils envahirent le lycée en passant par la porte du directeur. Ils sont intervenus dans les cours et ont donné l'ordre aux professeurs d'évacuer les salles, devant le refus de ces derniers, ils n'hésitèrent pas à les frapper et employèrent les grenades lacrymogènes pour les disperser.

Les élèves se sont réfugiés dans les dortoirs pour échapper aux

B.O.P. Ceux-ci ne les ayant pas retrouvés, ils continuèrent leur recherche au premier, où effectivement des élèves se sont réfugiés. Ils employèrent leurs manières habituelles (coups de matraques etc...) ce qui a obligé un élève à se jeter par la fenêtre.

Les élèves qui étaient dans le dortoir ont profité de l'éloignement des B.O.P pour sortir par la porte gardée par un flic; ils se sont abattus sur lui et ils se sont enfuis par dessus les murs du lycée. Tandis que les B.O.P ont continué leur pillage en lançant les bombes lacrymogènes dans les laboratoires. Cette position a obligé le Directeur à renvoyer les internes pour rentrer chez eux.

Les camarades en fuite, se sont réunis dans un café et ils ont discuté leur refus des autorités bourgeoises et anti-démocratiques, ils se sont promis de s'unir contre l'impérialisme et l'Etat.

Le mercredi matin, les élèves de la terminale ont été refusés par le Directeur qui n'a autorisé l'accès du lycée qu'aux élèves des 1ères, 2ème et 3ème années.

~~~~~

#### Témoignage sur la mouvement lycéen.

Depuis Mercredi 2 février 1972 l'agitation a gagné les lycées. Les classes terminales de la rue du Pacha se sont mises en grève. Elles revendiquent le droit de mettre sur pied une organisation syndicale (telle que l'UGET) pour les informer de leurs problèmes, défendre leurs intérêts. Dans leurs discussions, les élèves ont posé très clairement et en termes justes des problèmes tels que la sélection, la discrimination sociale, les rapports profs-élèves...

Après l'échec des pressions de l'administration du lycée, il y a eu intervention du directeur de l'enseignement secondaire, qui voulant user de paternalisme et d'intimidation, a vu de raffermie la volonté des lycéennes (La rue Pacha est un lycée de jeunes filles)

Le lendemain, le mouvement de grève s'est étendu aux classes terminales de Sadikin du lycée technique, et il risque de s'étendre encore.

On signale par ailleurs que le lycée de Gafea est en grève (mais pour d'autres motifs : des élèves auraient été arrêtés à la suite d'un match de football).

Ceci est l'aboutissement de tout un processus de sélection qui a touché les élèves du primaire et du secondaire. On se rappelle en effet qu'en septembre 1970, 70 000 élèves du primaire et 22 000 du secondaire ont été renvoyés (et la sélection ne s'est pas arrêtée depuis). Depuis, la sélection a pris de nouvelles formes plus camouflées et plus subtiles. mais les élèves ont compris maintenant qu'il leur faut s'organiser et lutter en comptant sur leurs propres forces contre la politique educationnelle anti-populaire du régime en place.

#### Attitude du pouvoir

Depuis le mardi dernier, une campagne de presse allant s'amplifiant a tenté de dénigré le mouvement auprès des masses. Toutes les calomnies furent improvisées pour le besoin. Le régime de démagogue Bourguiba a mobilisé tous les moyens "d'information" dont il dispose (Radio, Télé, quotidiens en Français et en arabe) usant des insultes et de la déformation à outrance des réalités pour dénaturer le plus possible les buts du mouvement dont il fait un "mouvement pro-Sioniste" (Sic et Resic). C'est un comble jamais atteint et il est



intéressant de rappeler que c'est le plus fantôme des fantômes (Habib Achour) qui s'est fait le porte parole de cette thèse ignominieuse. Toutes les directions des organisations dites nationales ont pris leur part à la campagne. Sans parler de l'UGET, sans parler de la thèse de traître Habib Achour et de ses acolytes on signale le désaveu, la désapprobation et les invectives émanant de l'Union de la Jeunesse Tunisienne, du Bureau National des Etudiants Destouriens (ensemble des flics et provos à la solde du régime) et de l'Union Nationale des Agriculteurs et l'Union Tunisienne pour l'industrie, le commerce et l'artisanat (Ces deux dernière organisations étant naturellement solidaires du régime qui défend l'intérêt de leurs adhérents).

En réponse à cette campagne et bien que les moyens dont dispose le mouvement sont de loin moins importants, notons les graffitis et voir les motions :

- Un seul combattant le peuple
- la liberté comme le pain est un droit du peuple
- Non à la répression
- Université, Usine, même combat.
- UGET Fantôme = tigre en papier
- Bourgeois salauds, le peuple aura vos peaux
- A bas les fantômes
- Liberté de presse d'expression
- Libérez Ben Othman.

Durant ces 3 derniers jours, les autorités sont restées sur l'expectative. Aucune déclaration officielle du gouvernement n'est intervenue;

Vendredi, après une entrevue entre Nouira et Bourguiba pendant laquelle le 1er ministre a présenté au président le dossier de l'Université, des mesures ont été prises et la répression est amorcée.

Aux informations de Vendredi à 19H 30 on nous apprend que toutes les mesures pour une reprise normale des cours seront assurées et à partir de Samedi tous ceux qui refuseront de réintégrer les cours seront privés de leurs droits et "privilèges" universitaires (suspension des bourses, fermeture des cités, et restaurants) Les exclusions risquent de s'abattre sur bon nombre d'étudiants, et dans la mesure où cela ne suffirait pas à châtrer le mouvement, des mesures autrement plus radicales (arrestations...) seront prises.



CONTERENDU DU Meeting organisé par L'A.E.M.N.A. au 115  
Bd St Michel le 15/2/ 1972

Organisations présentes :

C.A.L. U.G.E.T Paris  
A.E.M.N.A.  
U.N.A.  
U.N.F.M  
"Composante Tunisienne à L'A.E.M.N.A."  
U.N.E.F. ( Renouveau )  
G.U.P.S.

Personnalités présentes

M<sup>o</sup> Butin  
M<sup>o</sup> Manville  
Albert Paul Lentin ( journaliste à Politique Hebdo)

Le C.A.L. a pris l'initiative de participer au meeting organisé par l'A.E.M.N.A. le 15/2/72 en solidarité avec les Etudiants Tunisiens et Marocains, victimes de la repression dans leurs Pays respectifs.

Pour cela, nous avons pris contact d'une part avec l'A.E.M.N.A. dès que nous avons été mis au courant de la tenue du meeting. D'autre part on a diffusé un premier Tract daté du 12/2/72, appelant à la participation active au meeting à ce premier Tract s'étaient joint l'Appel du M.D.M. Un deuxième Tract daté du 15/2/72 appellent aussi au meeting où l'on levait les équivoques entretenues par les alliés de fait avec le régime Tunisien, par leur travail de sape, par le dénigrement et la calomnie du mouvement de masse en Tunisie. Après cette campagne nous avons tenu à voir le C.D. de l'A.E.M.N.A. pour une dernière mise au point sur notre participation ( malgré les reticences des services Tunisiens )

Le déroulement du meeting

Le meeting s'ouvre dans une salle comble et exigüe pour la mobilisation massive qui a été faite. L'atmosphère qui régnait dans le meeting était tendue étant donné la présence des révisionnistes à la tribune et dans la salle. En plus de cela dans la salle, il y avait des éléments d'un groupe appelé " Comité Joseph Staline - Dimitroff - qui scandaient des mots d'ordre qui sont peut être juste de l'absolue, mais faux dans le cadre du meeting qui se déroulait et qui avait des objectifs précis qui sont : la défense et la solidarité avec nos camarades en bute à la repression en Tunisie et au Maroc.

C'est vrai que l'intervention du C.A.L. était assez molle et manquait de percutant dans sa dénonciation des forces de sape qui sont composée essentiellement de révisos et de leurs alliés les quelques Destouriens fantoches parachutés par Sayah. Cette mollesse était due surtout à un souci de conciliation des forces qui pourraient être objectivement nos alliés dans notre lutte contre le révisionnisme.

La position du C.A.L. nous paraissait claire dans le Tract du 12/2/72, cette même position a été reprécisée de nouveau dans le Tract du C.A.L. daté du 21/2/72/. Il nous semble qu'il n'ya plus d'ambiguïté sur notre position en ce qui concerne les révisionnistes. Il ne s'agissait pas de dénoncer par la parole les révisionnistes en scandant des mots d'ordre anti- Réviso, mais il s'agissait d'une part de montrer que le C.A.L. était un



force réelle dans un meeting où les révisos jusque là faisaient régner leurs lois, d'autre part de mener un travail d'explication politique à long terme qui vise à isoler nos ennemis révisos et à unir tout ce qui pouvait contribuer à l'isolement des révisos pour une victoire écrasante des forces du camp du peuple.

Voilà en clair quels étaient donc les objectifs immédiats de ce meeting, il ne s'agissait pas de se perdre dans un verbiage anti-révisionniste qui aurait pu nous isoler de nos alliés objectifs dans notre lutte contre les révisionnistes.

Nous nous sommes aussi fixés comme tâche ce soir là de jeter de nouvelles bases de coopération avec toutes les forces maghrébines qui buttent de manière conséquentes contre la bourgeoisie répressive au Maghreb, alliés de l'impérialisme mondial.

Voilà un début d'analyse succincte que nous développons ultérieurement dans nos prochains bulletins.